



21 septembre 2021

(21-6997)

Page: 1/5

Comité de l'évaluation en douane

Original: espagnol

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'APPLICATION ET L'ADMINISTRATION
DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE**

LISTE DE QUESTIONS

EL SALVADOR

La communication ci-après, datée du 6 septembre 2021, est distribuée à la demande de la délégation d'El Salvador.

1. Questions relatives à l'article premier:

a) Ventes entre personnes liées:

i) Les ventes entre personnes liées sont-elles assujetties à des dispositions spéciales?

Il n'existe actuellement en El Salvador aucune disposition spéciale pour tous les cas relatifs aux ventes entre personnes liées qui sont prévus à l'article 15:4 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après, l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane).

À cet égard, l'article 201 du Règlement du Code douanier uniforme centraméricain (RECAUCA), dispose seulement que, aux fins des dispositions de l'alinéa h) du paragraphe 4 susmentionné, les personnes sont considérées comme étant "de la même famille" si elles sont alliées par le mariage, ou parentes par le sang jusqu'au quatrième degré ou par alliance jusqu'au second degré.

ii) L'existence de prix de cession entre sociétés est-elle un motif suffisant de considérer que les prix correspondants sont influencés?

Non. Lorsque l'autorité douanière a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude des données concernant la valeur déclarée, elle peut, en vertu des dispositions de l'article 204 du RECAUCA, demander à l'importateur de communiquer des justificatifs complémentaires, y compris des documents ou d'autres éléments de preuve, attestant que la valeur déclarée représente la quantité effectivement payée ou à payer pour les marchandises importées, compte tenu des éléments qui figurent à l'article 8 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

De plus, l'article 205 du RECAUCA définit la procédure administrative applicable par l'autorité douanière en cas de doute sur la véracité ou l'exactitude des données ou documents présentés par l'importateur.

iii) Quelles sont les dispositions prévues pour communiquer par écrit les motifs en question, si l'importateur le demande? (article premier, paragraphe 2 a))

Conformément aux dispositions de l'article 205 du RECAUCA, l'autorité douanière communique par écrit à l'importateur, dans le cadre de la procédure administrative, les motifs des doutes quant à la véracité et à l'exactitude des données ou des documents présentés. Elle les lui communique à deux moments, au début de la procédure et avant l'adoption d'une décision définitive, afin que l'importateur en question puisse présenter les arguments et les éléments de preuve à décharge qu'il estimera pertinents. L'autorité douanière accorde à l'importateur un délai de 10 jours ouvrables à compter de la notification qu'elle lui a adressé pour qu'il présente ses arguments et éléments de preuve.

iv) Comment l'article premier, paragraphe 2 b), a-t-il été mis en œuvre?

Dans le cas des ventes entre personnes liées, l'importateur devra démontrer qu'il s'est conformé aux dispositions de l'article 1:2 b) de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Lorsque l'autorité douanière a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude des données présentées, elle applique les dispositions des articles 204 et 205 du RECAUCA.

b) Prix de marchandises perdues ou endommagées:

Existe-t-il des dispositions ou des arrangements pratiques spéciaux en ce qui concerne l'évaluation des marchandises perdues ou endommagées?

Il n'existe actuellement en El Salvador aucune disposition spéciale concernant l'évaluation en douane des marchandises perdues ou endommagées.

2. Comment la disposition de l'article 4 qui donne à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 a-t-elle été mise en œuvre?

En conformité avec les dispositions de l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, les articles 195 et 196 du RECAUCA disposent que l'importateur dépose la demande auprès de l'autorité douanière respective, par écrit ou par les moyens fixés par le service des douanes, en indiquant les motifs pour lesquels il requiert l'inversion des méthodes d'évaluation, dans un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle l'autorité douanière lui a signifié qu'elle procédait à l'application de l'article 5 de l'Accord pour effectuer l'évaluation en douane des marchandises.

3. Comment l'article 5, paragraphe 2, a-t-il été mis en œuvre?

Il n'existe actuellement en El Salvador aucune disposition spéciale sur ce point.

4. Comment l'article 6, paragraphe 2, a-t-il été mis en œuvre?

Il n'existe actuellement en El Salvador aucune disposition spéciale sur ce point.

5. Questions relatives à l'article 7:

a) Quelles dispositions ont été prises pour déterminer la valeur en douane conformément à l'article 7?

Il n'existe actuellement en El Salvador aucune disposition spéciale sur ce point. De même, il convient de signaler que, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la note relative à l'article 7 de l'Accord, les méthodes d'évaluation appliquées sont celles que définissent les articles premier à 6 inclus, avec une souplesse raisonnable.

b) Quelles sont les dispositions prévues pour informer l'importateur de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7?

En application de l'article 16 de l'Accord et conformément à l'article 207 du RECAUCA, l'importateur peut demander, dans les trois jours suivant la date de notification de la valeur en douane déterminée par l'autorité douanière, une explication relative à la méthode qui a servi de base à celle-ci pour déterminer la valeur en douane des marchandises. L'autorité douanière répond dans les 10 jours à compter de la réception de la demande.

c) Les interdictions énoncées à l'article 7, paragraphe 2, sont-elles définies?

Il n'existe actuellement en El Salvador aucune disposition spéciale sur ce point.

6. Qu'en est-il des options offertes par l'article 8, paragraphe 2? En cas d'application du système f.o.b., les prix sortie usine sont-ils aussi acceptés?

Conformément aux dispositions de l'article 188 du RECAUCA et de l'article 2, paragraphe 6, de la Loi sur la simplification des formalités douanières, la valeur en douane comprend la valeur des marchandises (valeur transactionnelle) plus les additions établies à l'article 8 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, indépendamment des accords, droits et obligations de l'acheteur et du vendeur qui déterminent comment les frais et les risques sont répartis entre les parties et qui ont été convenus lors de l'achat et de la vente des marchandises.

Par conséquent, au niveau national, les frais de transport des marchandises importées jusqu'au port ou lieu d'importation, ainsi que les frais de chargement, déchargement et manutention, connexes au transport des marchandises importées jusqu'au port d'importation et les frais d'assurance, sont inclus dans la valeur en douane des marchandises; ces dispositions s'appliquent tant aux Incoterms f.a.b. qu'aux Incoterms sortie usine.

7. Où le taux de change est-il publié, en conformité avec les prescriptions de l'article 9, paragraphe 1?

Dans le cas d'El Salvador, l'autorité compétente pour publier le taux de change est la Banque centrale de réserve d'El Salvador (BCR).

8. Quelles mesures ont été prises pour assurer, en conformité des prescriptions de l'article 10, le caractère confidentiel de certains renseignements?

Selon les dispositions de l'article 167 du RECAUCA, les systèmes informatiques doivent garantir la protection de la vie privée, la confidentialité, l'absence de renvoi et l'intégrité des données et des documents transmis et stockés, ainsi que l'authenticité de l'organisme émetteur de ces données et documents et des usagers qui utilisent les systèmes d'information du service des douanes.

De plus, l'article 30 de la Loi organique de la Direction générale des douanes d'El Salvador établit, comme étant l'une des obligations spécifiques des fonctionnaires et employés dans l'exercice de leur charge, l'obligation d'assurer la confidentialité, c'est-à-dire de maintenir sous bonne garde les renseignements ou documents qui leur sont confiés dans le cadre de leurs fonctions. De même, ils ne pourront pas faire usage de ces renseignements ni les révéler à des fins extérieures à celles de leur travail ou pour obtenir des privilèges de quelque nature que ce soit ou des avantages économiques pour eux-mêmes ou un membre quel qu'il soit de leur groupe familial ou pour toute autre personne, entreprise ou entité.

9. Questions relatives à l'article 11:

a) Quels sont les droits d'appel de l'importateur ou de toute autre personne?

Les moyens de recours administratif de l'importateur pour interjeter un appel des actes ou décisions dictés par l'autorité douanière ou l'autorité supérieure du service des douanes sont les recours en révision et en appel qui sont régis par les articles 127 du Code douanier uniforme centraméricain (CAUCA), les articles 623 à 625 du RECAUCA et les articles 49 et 51 de la Loi spéciale sur la répression des infractions douanières.

Conformément aux dispositions susmentionnées, dans le cas du recours en appel, les dispositions de la Loi sur l'organisation et le fonctionnement du tribunal d'appel des impôts internes sont également applicables.

b) Comment l'appelant sera-t-il informé de ses droits à un nouvel appel?

Les droits dont dispose l'importateur pour interjeter un appel des actes ou décisions dictés par l'autorité douanière ou l'autorité supérieure du service des douanes sont régis par les articles 127 du CAUCA, 623 à 629 du RECAUCA et 45 à 51 de la Loi spéciale sur la répression des infractions douanières, ainsi que par les dispositions de la Loi sur l'organisation et le fonctionnement du tribunal d'appel des impôts internes et des douanes.

10. Fournir des renseignements sur la publication, en conformité des prescriptions de l'article 12:

- a) i) des lois nationales applicables en l'espèce;**
- ii) des règlements concernant l'application de l'Accord;**
- iii) des décisions judiciaires et administratives d'application générale relatives à l'Accord;**
- iv) des lois générales ou particulières dont il est fait mention dans les règles de mise en œuvre ou d'application de l'Accord.**

La Direction générale des douanes d'El Salvador publie sur son site Web tous les renseignements relatifs à la réglementation douanière et aux dispositions administratives d'application générale: <https://sitio.aduana.gob.sv/marco-legal/>.

El Salvador publie toutes les lois et décisions exécutives et tous les règlements au Journal officiel, lequel peut être consulté à l'adresse suivante: <https://imprentanacional.gob.sv/>.

b) De nouvelles règles doivent-elles être publiées? Sur quels sujets porteraient-elles?

Non.

11. Questions relatives à l'article 13:

a) Comment est-il tenu compte, dans la législation nationale, de l'obligation énoncée à l'article 13 (dernière phrase)?

Conformément aux articles 202 et 203 du RECAUCA, si, au cours de la détermination de la valeur en douane, il s'avère nécessaire de retarder la détermination définitive de cette valeur, l'importateur aura la possibilité de demander à la douane la mainlevée ou le dédouanement de ses marchandises, sous réserve, lorsque le service des douanes l'exige, du dépôt d'une garantie suffisante pour couvrir le montant des taxes et des droits auxquels les marchandises pourraient être assujetties en définitive.

La garantie peut être constituée sous forme de dépôt, de caution, ou par tout autre moyen défini par le service des douanes pour couvrir l'écart par rapport au montant des droits et des taxes d'importation auxquels les marchandises pourraient être assujetties en définitive.

b) Des explications complémentaires ont-elles été données?

Il n'existe actuellement en El Salvador aucune disposition spéciale sur ce point.

12. Questions relatives à l'article 16:**a) La législation nationale contient-elle une disposition stipulant que l'administration des douanes est tenue d'exposer par écrit comment la valeur en douane a été déterminée?**

Conformément à l'article 207 du RECAUCA, l'importateur peut demander, dans les trois jours qui suivent la date de notification de la détermination de la valeur en douane par l'autorité douanière, une explication concernant la méthode qui a servi de base à celle-ci pour déterminer la valeur en douane des marchandises.

L'autorité douanière répond à cette demande dans un délai de 10 jours à compter de sa réception.

b) Existe-t-il d'autres règlements relatifs aux demandes présentées à cet effet?

Non, il n'existe en El Salvador aucun autre règlement relatif aux demandes présentées à cet effet.

13. Comment les notes interprétatives de l'Accord ont-elles été incorporées dans la législation?

Elles l'ont été conformément à l'article 14 de l'Accord, qui dispose ce qui suit: "Les notes qui figurent à l'Annexe I du présent accord font partie intégrante de cet accord, et les articles de l'Accord doivent être lus et appliqués conjointement avec les notes qui s'y rapportent. Les Annexes II et III font également partie intégrante du présent accord".

14. Comment ont été appliquées les dispositions de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées?

Conformément à l'article 190 du RECAUCA, les montants des intérêts au titre d'un accord de financement conclu par l'acheteur et relatif à l'achat des marchandises importées ne sont pas considérés comme faisant partie de la valeur en douane pour autant que les circonstances énoncées dans cet article existent.

15. Comment ont été appliquées, pour les pays concernés, les dispositions du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données?

Pour déterminer la valeur en douane des supports informatiques comportant des logiciels, il ne sera tenu compte que du coût ou de la valeur du support informatique proprement dit. La valeur en douane ne comprendra donc pas le coût ou la valeur des données ou des instructions, à condition que ce coût ou cette valeur soient distingués du coût ou de la valeur du support informatique sur la facture correspondante, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la Décision de l'OMC sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement de données.
